

AUTHOR'S QUERY SHEET

Author(s): J. Ferret CIRS 424074

Article title:

Article no:

Dear Author

The following queries have arisen during the editing of your manuscript and are identified on the proofs. Unless advised otherwise, please submit all corrections using the CATS online correction form.

- AQ1 Please check the suitability of the added headings 1 to 4.
- AQ2 Is Dupuy 2002a,b correct? (See reference list.)
- AQ3 Please supply full details for this reference (authors' initials, place of publication etc.)
- AQ4 Where should this URL be cited?

UNCORRECTED PROOF

RESEARCH ARTICLE

La violence politique totale: quatre vertus sociologiques paradoxales

Jérôme Ferret*

LEREPS/CIRESS Université des Sciences Sociales, Toulouse 1, France

(Received April 2008; final version received January 2009)

Prenant acte du fait que le champ des sciences sociales est incontestablement perturbé dans sa capacité à expliquer la résurgence des formes de violence les plus radicales dans le sillage de ce qu'il est désormais convenu d'appeler 'les événements du 11 septembre 2001', nous poserons l'hypothèse suivante: loin de constituer un phénomène nouveau, ces événements nous invite avec réflexivité à reconsidérer des questions sociologiques fondamentales telles que la forclusion de la violence dans les sociétés à modernité tardive, la rationalité et les nouvelles subjectivités émergentes, la gouvernabilité des sociétés modernes et, en conclusion, le monopole explicatif des sciences sociales, autant de *vertus sociologiques paradoxales*.

Keywords: violence; politique; sociologie; paradoxe

Introduction

«Il n'a pas de violence qui n'ait de sens»
'There's no such thing as "senseless" violence'
 Martin Scorsese (in Christie and Thompson, 2005)

Nous parlerons dans cet article d'un type particulier de violence qualifiée ici de violence politique totale (Sommier 2002). Rappelons que l'usage de cette définition découle d'une critique scientifique envers l'emploi du terme «terrorisme» dont la pléthore de définitions a suscité la confusion et de nombreux débats sémantiques. Ainsi, plutôt que parler de 'terrorisme', nous utiliserons le concept de violence totale entendue comme une '*stratégie délibérée de violence aveugle, frappant la population civile suivant le principe de disjonction entre les victimes directes de l'attentat (...) et la cible politique visée (...)*' (Sommier 2002, p. 525), en admettant que cette forme de violence évoque spontanément l'outrance, la radicalité et la disproportion entre la fin et les moyens mis en œuvre pour l'atteindre. Cette définition délimitant le champ d'une violence très spécifique à la fois très traumatisante pour le corps social et très mobilisatrice pour les pouvoirs publics ne solde pas pour autant le problème de l'explication de son origine, sa résurgence et, au delà, sa permanence. Pourtant, depuis les événements qualifiés du '11 septembre 2001', cette question a fait l'objet d'une inflation analytique disqualifiant volontiers les «vieilles» violences de type ethnonationalistes territorialisées par exemple (pays basque espagnol, conflit nord-irlandais) pour les remplacer par d'hypothétiques «nouvelles» violences

*Email: jerome.ferret@univ-tlse1.fr

déterritorialisées. Comme si une simple date marquait une césure définitive entre un 'avant' et un 'après' dans le champ des violences politiques. Depuis ces événements, chercheurs (Tucker 2001), experts et même professionnels de l'antiterrorisme (Les Cahiers de la Sécurité Intérieure 2004) ont tenté d'expliquer ces violences qualifiées ex abrupto de 'nouvelles'. Dans le domaine plus spécialisé des sciences sociales, des concepts très discutés comme celui de risque ont été mobilisés. D'autres, plus classiques, comme ceux de guerre, conflit ou menace, ont été revisités (Richmond 2003, Gros 2006). Pour autant, ce foisonnement intellectuel n'a pas réellement contribué à la compréhension du phénomène et à la justification de son hypothétique modernité, la modernité ne constituant en la matière qu'un discours performatif. La seule évidence est que les sciences sociales sont contestées dans leur prétention à donner un sens à cette forme de violence. Prenant acte du fait que le champ des sciences sociales est incontestablement perturbé dans sa capacité explicative, nous poserons l'hypothèse suivante: loin de constituer un phénomène nouveau, cette forme de violence nous invite avec réflexivité à reconsidérer des questions sociologiques fondamentales telles que la forclusion de la violence dans les sociétés à modernité tardive, la rationalité et les nouvelles subjectivités émergentes, la gouvernabilité des sociétés modernes et, en conclusion, le monopole explicatif des sciences sociales, autant de *vertus sociologiques paradoxales*.

AQ1**La forclusion de la violence dans les sociétés à modernité tardive**

Les violences politiques totales nous obligent d'abord à questionner autrement le paradigme de la forclusion de la violence et, par voie de conséquence, celui du monopole de la violence légitime énoncé par Weber (1995) en nous montrant du doigt les multiples fissures plus ou moins béantes entamant la certitude d'une violence définitivement apprivoisée et auto-contrôlée (Lagrange 2002) par les individus dans nos sociétés redevenues vulnérables. D'une part, le répertoire d'action très particulier que sont les radicalismes violents agglomérés dans le sillage des 'événements du 11 septembre 2001' suggère bien que le processus de civilisation n'est pas achevé et est, pour le moins, remis à l'épreuve. Rappelons que la socialisation politique de type démocratique vise précisément, en Occident, à la mise en place d'une auto contrainte dont Elias nous dit qu'elle est '*une régulation plus précise des manifestations pulsionnelles et émotionnelles selon un schéma différencié tenant compte de la situation sociale*' (Elias 1990, p. 198). Soulignant le caractère réversible de ce processus de civilisation, DeFrance propose d'ailleurs que l'on décrive la période contemporaine comme étant marquée par une intensification de la contradiction entre les incitations à la violence et celles visant à refouler cette violence (1997, p. 194). D'où le paradoxe suivant: '*le processus de civilisation transforme la violence tout en imposant encore plus efficacement les normes sur lesquelles il s'appuie*' (ibid., p. 301). De même, dans un article fondamental, Lagrange (2002) rappelle que le processus de relâchement des inhibitions correspond à la fin du modèle de comportements intro-déterminés, mouvement que décrit également Ehrenberg (1996) quand il dessine les contours d'un individu incertain.

D'autre part, les institutions du contrôle social disposant du monopole de la violence légitime ou plutôt de la possibilité juridique d'avoir raison de tout usage privé de la force (Monjardet 1996) ne sont pas ménagées non plus: dans leur fonction de surveillance, elles doivent lutter contre des phénomènes que l'on croyait

et, qu'elles-mêmes, croyaient sur la fin (Manning 2004). C'était le cas, par exemple, des violences séparatistes en Europe et nous nous étions d'ailleurs interrogés prudemment sur une hypothétique déclin de cette configuration violente (Crettiez et Ferret 1999) sans penser qu'elle pourrait ressurgir brutalement dans l'espace occidental. Ainsi, par la force irruptive de ces 'événements' violents que nous subissons, nous redécouvrons très simplement que ce monopole n'a jamais réellement existé dans sa forme la plus aboutie et qu'il se révèle être un processus conjectural. Cette violence nous rappelle que la force des institutions de contrôle social est de nous rassurer en nous laissant présumer, dans leur usage essentiellement dramaturgique de la puissance, qu'elles ont la capacité infinie de repousser nos ennemis déclarés alors même que cette aptitude exorbitante est conditionnée par la configuration historique qu'elle contribue d'ailleurs à dessiner par les ripostes qu'elle oppose aux phénomènes violents.

La rationalité et les nouvelles subjectivités émergentes

La violence politique véhicule ensuite une charge émotionnelle incomparable que sa médiatisation décuple à l'infini et dans l'instant (Wieviorka et Wolton 1987). Au fond, cette «émotionnalisation» à outrance provoquée par l'irruption de tels événements est aussi une manière de convoquer et réhabiliter par la force le registre des sentiments (les émotions, l'agressivité, la peur, la haine) (Dupuy 2002a,b) dans les analyses de l'action humaine qui aurait laissé le champ libre à un rationalisme tout puissant. En effet, à la lecture des débats divisant les écoles sociologiques, on garde l'impression que les différentes tentatives d'intégration de la dynamique autonome des émotions dans les théories sociologiques n'ont pas vraiment réussi à opérer une rupture paradigmatique. On dirait même que cette dynamique n'est le plus souvent envisagée que comme un aménagement de la perspective utilitariste, atténuant, euphémisant sa puissance explicative sans la contester. On trouvera certes une réelle sociologisation de l'action rationnelle dans une théorie comme celle de l'action organisée (Friedberg 1993); mais, à la relecture, de telles sophistications ne rompent qu'en partie avec les soubassements de la conception utilitariste de l'action humaine. Même affublée de limitée, la rationalité des acteurs sociaux reste consubstantiellement définie par cette dernière et les sciences sociales éprouvent toujours autant de difficultés à intégrer en soi et pour soi ce qui apparaît comme irrationnel dans l'analyse des faits sociaux. Pour un sociologue comme Morin (1994), on serait même arrivé à un paradoxe: plus le sociologue obéirait à une conception mécaniste, mutilée, arbitraire, plus il prétendrait au monopole de la scientificité tout en méconnaissant l'aléa, la créativité, les bifurcations dans les choix humains alors même que les sciences dites dures feraient plus de place aux irrationalités apparentes et aux incertitudes. Pour aller dans ce sens, on peut reprendre la classification que Crettiez (2008) établit entre les violences instrumentale, passionnelle, colérique et identitaire. On notera tout d'abord que l'approche instrumentale est déjà largement dépréciée dans d'autres champs comme celui de la sociologie économique (Friedberg 1992, Bourdieu 1997). Les acteurs sociaux, violents ou non, ne sont ni des atomes calculateurs désocialisés, ni des agents automates sur-socialisés conditionnés. Dans l'approche colérique cette fois, on regrettera le situationnisme, voire le nihilisme sous-jacent d'une telle conception, en précisant soin de noter l'intérêt manifeste que constitue, pour les acteurs de la répression, la non reconnaissance du statut politique de telles violences.

Sans tomber pour autant dans l'excès inverse du tout symbolique (Snow et Benford 1988) ou dans une nouvelle logique extrême des émotions, la violence politique totale nous projette dans la question des nouvelles subjectivités individuelles et des moteurs de l'action collective, violente en l'occurrence.

Il s'agit dès lors d'engager un programme compréhensif comme nous y invite Geertz (2006) dans un de ces derniers articles consacré à la religion. Ce qui, selon ce dernier, du point de vue des sciences humaines, nous manque dans le cas cité ici, c'est à dire l'islam et dont, grâce à Weber, nous disposerions dans le cas du protestantisme *'est une analyse culturelle et phénoménologique des changements internes sur le plan de la vision du monde et de l'ethos, du développement de nouveaux cadres de signification et de motivation qui stimulent cette transformation et lui donnent une orientation à long terme'* (Geertz 2006). L'anthropologue nous propose de décrypter les altérations dans la perception du monde et de celle du moi, et le rapport entre elles, autrement dit à la fois le résultat et la cause sans cesse renouvelée de tels mouvements. C'est pourquoi, quand il s'agit d'établir un lien très indéterminé entre religion et violence totale, il convient de parler d'idéologie religieuse, dans la mesure où cette religion, qui inciterait des individus à passer à l'acte, fait l'objet d'un processus de reconstruction par la mobilisation de mythes fondateurs. Il faut donc s'intéresser au moteur de l'entrée dans la violence, à l'utilisation de la violence et à cette forme singulière de violence, qu'est la transcendance religieuse absolue qui fait que l'on se situe dans une violence terrorisante de type théologique et non plus de type politique. Mais une fois identifiées les origines idéologiques, il reste à les connecter à un environnement culturel et religieux en les associant à des sociétés locales.

Or, la phase de recrutement d'un individu dans un réseau d'identité de résistance violent est largement méconnue et pourtant stratégique. Comment va-t-on convaincre un individu de se donner la mort ou de la donner pour une cause? Le passage par l'élucidation de cette phase secrète permet de dévoiler le rôle de leaders charismatiques opérant un pouvoir d'attraction, de séduction et de persuasion. Il est certes des lieux au sein desquels des techniques d'attraction existent, comparable à un processus de fabrication initiatique décomposable en phases: valorisation de l'identité initiale, déconstruction de cette identité et construction d'une identité finale, autant de moments relevant d'une sociologie du conditionnement. Pour autant, l'existence d'espaces doctrinaux ne signifie pas endoctrinement mécanique. Le travail de recrutement d'un côté et la réception de cet endoctrinement que l'on peut rapprocher au concept d'inversion de Wiewiorka (1988), de l'autre, sont complexes. On imagine assez aisément que le temps de l'enrôlement est une phase critique (Ferret et Megie 2006) et quand on y réfléchit un peu, ce travail ne va pas de soi. Le moment du dévoilement des intentions et du projet de l'acteur recruteur (*«On veut te recruter»*) est source potentielle d'échec; cela doit en tous les cas nécessiter beaucoup de temps et de confiance entre le recruteur et les individus recrutés. Ce qui est en jeu au final, ce sont les techniques et le temps au moyen desquels des entrepreneurs de mobilisation tentent de façonner des cadrages proposant des diagnostics, des pronostics et des motivations dotés d'une forte consistance interne. Ces cadrages doivent faire sens au regard de croyances culturelles comme au regard de la vie ordinaire des cibles à mobiliser. Ce moment crucial de la conviction et de la réception, on le voit, est marqué du sceau de l'incertitude et de la fragilité.

La gouvernabilité des sociétés modernes

En dernier lieu, l'irruption de cette violence et les conséquences souvent fatales qu'elle entraîne sur le cours normal des choses posent la question de la gouvernabilité des sociétés contemporaines et leur déterminisme. Elle rappelle assez communément que le social est imprévisible et qu'un événement chaotique peut radicalement perturber la trajectoire d'une communauté. Cette idée a d'ailleurs été investie à nouveau par la théorie sociale du risque portée par Beck (2001) ou Luhmann (1993) qui réhabilitent l'incertitude dans la conduite des affaires humaines. Ces analyses sociologiques contemporaines d'une *late modernity* reconnaissent ainsi le caractère croissant de la contingence, faisant écho sans le savoir au travail méconnu d'Eckstein (2002), qui, dans un article cardinal, avait déjà établi la grande dichotomie entre contingence et inhérence dans les théories explicatives des violences politiques. C'est ainsi que Rudolf (1998) reprenant elle-même Latour et les théoriciens du risque comme Luhmann ou Beck souligne, en s'en étonnant, que des sociétés contemporaines pratiquant la déstabilisation permanente ont occulté cette figure de l'incertitude, cette *constante anthropologique* faisant peser sur tout établissement humain la méconnaissance du futur et du devenir. Ces analyses critiques de la modernité en reprenant à leur compte ces thématiques ont voulu signifié la fin d'une situation d'exception, artificiellement entretenue par le mythe du progrès démocratique et la foi en la science et la technique qui a maintenu les modernes dans l'illusion de la prédictibilité de l'avenir. Pour eux, les irradiations violentes forment une sorte de rappel de la faillibilité des sociétés modernes. L'idée de risque appliquée à la question de la violence terrorisante peut permettre de réfléchir sur le «terrorisme» comme un risque social parmi d'autres dans des sociétés hautement développées concentrant des cibles potentielles. Le développement économique et l'accumulation d'équipements technologiques appellerait quasiment naturellement ce risque décuplé dans sa probabilité d'occurrence par la surexposition des dommages possibles sur le corps social, un des objectifs constitutifs de l'action terrorisante.

Pourtant, ici aussi, il s'agit d'aller plus loin et ne pas se contenter de définir l'incertitude comme une simple perturbation brusque de l'équilibre social comme cela a été reproché au fonctionnalisme. D'abord, force est d'admettre que lorsqu'on qualifie cette violence de risque social, on se place d'emblée dans le camp de sociétés apeurées dans lesquelles l'incertain n'est source que de menaces invisibles et subies (Gil Calvo 2003). On délaisse ainsi le phénomène pour ce qu'il est réellement. Cette approche peut être recevable à condition de bien souligner que l'on ne parle que de la société subissant cette attaque potentielle, ce qui, au final, ne constitue qu'une dimension du phénomène. Or, si cette violence, cette terreur sont perçues comme omniprésentes, notamment sous les traits d'un acteur mystique susceptibles d'apparaître n'importe où, n'importe quand en entraînant des changements globaux irréparables, il est nécessaire de ne pas oublier que ces derniers comportent une dynamique plus locale. Ainsi, malgré une apparente décontextualisation, la situation violente se construit toujours à partir d'une perception socialement structurée dans un contexte politique et social spécifique. Si l'on va plus loin, un auteur comme Bankoff (2003) montre bien comment le concept de «risque terroriste» ou «régions à

risques» forment une partie d'un discours occidental plus général sur les cultures qui ne lui sont pas familières. Pour cet auteur, la notion de risque terroriste s'inscrit dans une histoire longue des représentations occidentales de «zones» culturelles imaginées comme dangereuses. Dans cette perspective, la violence terrorisante constitue un univers phénoménologique construit sur des perceptions indirectes, socialement configurées et interprétées, chaque structure s'adaptant à un environnement empli d'incertitudes réinterprétées théoriquement. Ainsi, sur un plan plus conceptuel, l'incertitude doit être prise comme un principe organisateur, complexe au sens de Morin (1994), c'est à dire en substituant au principe déterministe/mécaniste un principe dialogique où ordre/désordre/organisation sont en relations à la fois complémentaires et antagonistes et où les devenir sont soumis à aléas, instabilités et bifurcations (Grosseti 2006). Ainsi, la violence totale, soudaine, désorganisatrice reste complexe dans ses propriétés sociales et ses interprétations, une manifestation résolument sociale quoi qu'on puisse en dire; elle ne saurait en tous cas «tomber du ciel» comme par magie ou fatalité. Elle ne se calcule pas et ne relève pas du hasard. Elle naît avant tout dans des sociétés et constitue une réaction atypique à des dérégulations. C'est en cela que le concept de risque dépolitise et désidéologise ce qu'il englobe: il gomme les épaisseurs historiques et instituant un ordre extérieur par défaut, faute de mieux, sans réelles connaissances empiriques. C'est pourquoi, cette forme de violence reste historique et ancrée dans des revendications identifiables même s'il est encore difficile de les nommer.

Le monopole explicatif des sciences sociales

A la lumière de ces trois premières vertus sociologiques, il convient, pour finir, de porter un regard réflexif sur la production de connaissances en elle-même et sur la relation entre ces différents types de production prétendant à l'intelligibilité du phénomène violent, sachant qu'ils sont tous pris dans l'espace de contraintes politiques et médiatiques. Depuis le '11 septembre 2001', si les champs politique et social ont subi des turbulences, il en va de même pour le champ des sciences sociales. Ainsi, à un espace organisé par le passé autour de spécialistes des questions «terroristes» et notamment des séparatismes violents en Europe Occidentale succède un espace où émergent une foule de lectures nouvelles portées par des «experts» de tous ordres se situant à la frontière de la science, du journalisme et des institutions (Bonelli 2008). Ces discours émergents finissent par constituer un véritable marché de la connaissance très médiatisée même si, au fond, la connaissance du phénomène n'a pas progressé pour autant; on serait même tenté de reprendre l'adage suivant: *ceux qui savent ne parlent pas et ceux qui parlent ne savent pas*. Il y a donc ici un véritable paradoxe à observer une massification significative de la connaissance produite et, dans le même temps, une neutralisation voire une banalisation d'un objet que l'on pourrait à la limite, en en discutant, considérer comme un objet impossible et impensable. On assiste donc bien à une démonopolisation des sciences sociales ou plus précisément à une déterritorialisation de l'analyse de la violence. Nous serions les témoins de la constitution d'une zone de conflits métaphorique voire d'une confrontation virtuelle des savoirs entre une connaissance scientifique classique et des nouveaux savoirs très médiatisés signe d'une mutation profonde des modes de connaissance du social au fond (Wieviorka 2007). Cette crise explicative a au moins

le mérite d'inciter le champ des sciences sociales à redéfinir sa singularité et par la même la légitimité de son regard.

References

- Bankoff, G., 2003. Regions of risk: Western discourses on terrorism and the significance of Islam. *Studies in conflict and terrorism*, 26, 413–428.
- Beck, U., 2001. *La société du risque*. Paris: Aubier.
- Bonelli, L., 2008. *La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité*. Paris: la Découverte.
- Bourdieu, P., 1997. Le champ économique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 119, 48–66.
- AQ3** Christie and Thompson, 2005. *Scorsese on Scorsese*. Faber and Faber.
- Crettiez, X. et Ferret, J., 1999. *Le silence des armes? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*. Paris: La documentation Française.
- Defrance, J., 1997. Le goût de la violence. In: A. Garrigou et B. Lacroix, eds. *Nobert Elias, La politique et l'histoire*, II. Paris: La Découverte.
- Dupuy, J.P., 2002a. *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*. Paris: Seuil.
- Dupuy, J.P., 2002b. *Avions-nous oublié le mal?*. Paris: Bayard.
- Eckstein, H., 2002. Étologie de la violence. *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 47, Premier Trimestre, 165–193.
- Ehrenberg, A., 1996. *L'individu incertain*. Paris: Calmann Levy.
- Elias, N., 1990. (1939) *La dynamique de l'Occident*. Paris: Calmann-Lévy.
- Ferret, J. et Mégie, A., 2006. *Expertise collective des terrorismes en Europe*. Paris: Rapport de Recherche Inhes/Commission Européenne.
- Friedberg, E., 1992. Action collective. In: F. Chazel et R. Boudon, eds. *Traité de sociologie*. Paris: PUF, 351–388.
- Friedberg, E., 1993. *Le Pouvoir et la Règle*. Paris: Seuil.
- Geertz, C., 2006. La religion, sujet d'avenir, *Le Monde*, 4 mai.
- Gil Calvo, E., 2003. *El miedo es el mensaje. Riesgo, incertidumbre y medios de comunicacion*. Madrid: Alianza.
- Gros, F., 2006. *Etats de violence. Essai sur la fin de la guerre*. Paris: Gallimard.
- Grosseti, M., 2006. L'imprévisibilité dans les parcours sociaux. *Cahiers internationaux de sociologie*, 120 (1), 5–28.
- AQ4** http://xaviercrettiez.typepad.fr/diffusion_du_savoir/plan_action_collective_et_mobilisation_m1/index.html
- Lagrange, H., 2002. Violence, répression et civilisation des mœurs. *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 47, 9–30.
- Luhmann, N., 1993. *Risk: a sociological theory* (Trans. Rhodes Barrett). New York: de Gruyter.
- Manning, P.K., 2004. La lutte antiterroriste entre affichage politique et mobilisation policière. *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 55, 9–36.
- Monjardet, D., 1996. *Ce que fait la police. Sociologie de la force publique*. Paris: La Découverte.
- Morin, E., 1994. *Sociologie*. Paris: Seuil.
- Richmond, O.P., 2003. Realizing hegemony?: symbolic terrorism and the roots of conflict. *Studies in conflict and terrorism*, 26 (4), 289–309.
- Rudolf, F., 1998. Différenciation fonctionnelle et sociologie chez Niklas Luhmann. *Sociétés*, 61, 81–95.
- Rudolf, F., 2005. Deux conceptions divergentes de l'expertise dans l'école de la modernité réflexive. *Cahiers internationaux de sociologie*, 114.
- Snow, D.A. and et Benford, R.D., 1988. Ideology, frame resonance and participant mobilization. *International social movement research*, 1, 197–219.
- Sommier, I., 2002. Du terrorisme comme violence totale. *Revue internationale des sciences sociales*, 174 (4), 525–533.
- Tucker, D., 2001. What is new about the new terrorism and how dangerous is it? *Terrorism and political violence*, 13 (3), 1–14.
- Weber, M., 1995. *Économie et société*, traduction du tome 1, Plon, 1971; édition de poche, Pocket.

- Wieviorka, M., 1988. *Sociétés et terrorisme*, Ch. VI consacré à l'inversion. Paris, Fayard, 95–114.
- Wieviorka, M., ed. 2007. *Les sciences sociales en mutation*. Paris: Editions Sciences Humaines.
- Wieviorka, M. et Wolton, D., 1987. *Terrorisme à la une. Media, terrorisme et démocratie*. Paris: Gallimard.

UNCORRECTED PROOF